

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 28 MARS 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 28 mars 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
67	14	0
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p align="center">N° 24/03/033</p> <p align="center">AVENANT N°2 AU CONTRAT DE CONCESSION SOUS FORME DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DE LA PLAGE NATURELLE DES SABLETTES / MAR VIVO - LOT N°5</p>		

PRESENTS :

Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

M. Thierry ALBERTINI ayant donné pouvoir à Mme Sylvie LAPORTE, M. Robert BENEVENTI ayant donné pouvoir à Mme Delphine GROSSO, Mme Nathalie BICAIS ayant donné pouvoir à M. Cheikh MANSOUR, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Arnaud LATIL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-David MARION ayant donné pouvoir à Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Virginie PIN ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Isabelle MONFORT.

Séance Publique du 28 mars 2024

N° D' O R D R E : 24/03/033

**O B J E T : AVENANT N°2 AU CONTRAT DE CONCESSION SOUS
FORME DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR
L'EXPLOITATION DE LA PLAGE NATURELLE DES
SABLETTES / MAR VIVO - LOT N°5**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1, L.1411-1 et suivants,

VU le Code de la Commande Publique, et notamment les articles L.3135-1 1° et R.3135-1,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment l'article L.2124-4,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°19/05/176 du Conseil Métropolitain en date du 23 mai 2019, autorisant l'attribution du contrat de concession sous forme de Délégation de Service Public pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablettes / Mar Vivo - lot n°5 à la SAS MALOUJEA BEACH,

VU l'accord préalable de la DDTM en date du 20 juin 2019 autorisant l'attribution du contrat de concession à la SAS MALOUJEA BEACH,

VU le sous-traité d'exploitation n°19CONC08, signé en date du 21 juin 2019,

VU l'annexe n°7 au sous-traité d'exploitation n°19CONC08, constituant l'Autorisation d'Occupation Domaniale du chalet n°3 situé parc Fernand Braudel sur l'arrière plage des Sablettes,

VU l'avenant n°1 précédemment conclu dans le cadre du présent contrat approuvé par délibération du conseil métropolitain du 28 juin 2022,

VU le projet d'avenant n°2 au sous-traité d'exploitation, annexé à la présente délibération,

VU le rapport justificatif de l'avenant n°2, annexé à la présente délibération,

VU que le projet d'avenant n°2 au sous-traité d'exploitation ne nécessite pas l'avis préalable de la Commission de Délégation de Service Public,

VU le projet de convention de cession d'actions au sein de la SAS MALOUJEA BEACH, ainsi que le procès-verbal de l'assemblée générale de la SAS MALOUJEA BEACH annexés à la présente délibération,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration générale en date du 18 mars 2024,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est devenue au 1^{er} Janvier 2018, autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages et que, de fait, elle s'est substituée aux communes dans la gestion des plages et des sous-traités d'exploitation sur l'ensemble du territoire métropolitain,

CONSIDERANT que conformément à l'article 19.2 du sous-traité d'exploitation, la SAS MALOUJEA BEACH a informé la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'un projet de modification de son actionnariat ayant pour effet une modification du contrôle au sens de l'article L.233-3 du code du commerce, ainsi que d'un changement de la présidence de cette société,

CONSIDERANT que cet avenant ne pourra être effectif qu'après validation par Monsieur le Préfet du Var des modifications,

CONSIDERANT que cette modification est sans incidence financière,

CONSIDERANT que l'ensemble des modifications demandées ne sont pas substantielles,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER la modification proposée dans l'actionnariat de la SAS MALOUJEA BEACH.

ARTICLE 2

D'AGRÉER le changement de la présidence de la SAS MALOUJEA BEACH.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'avenant n°2 au contrat de concession sous forme de délégation de service public pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablettes / Mar Vivo - lot n°5 (contrat n°19CONC08) ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération après validation par Monsieur le Préfet du Var.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 mars 2024

Jean-Pierre GIRAN

Béatrice VEYRAT-MASSON

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le secrétaire de séance

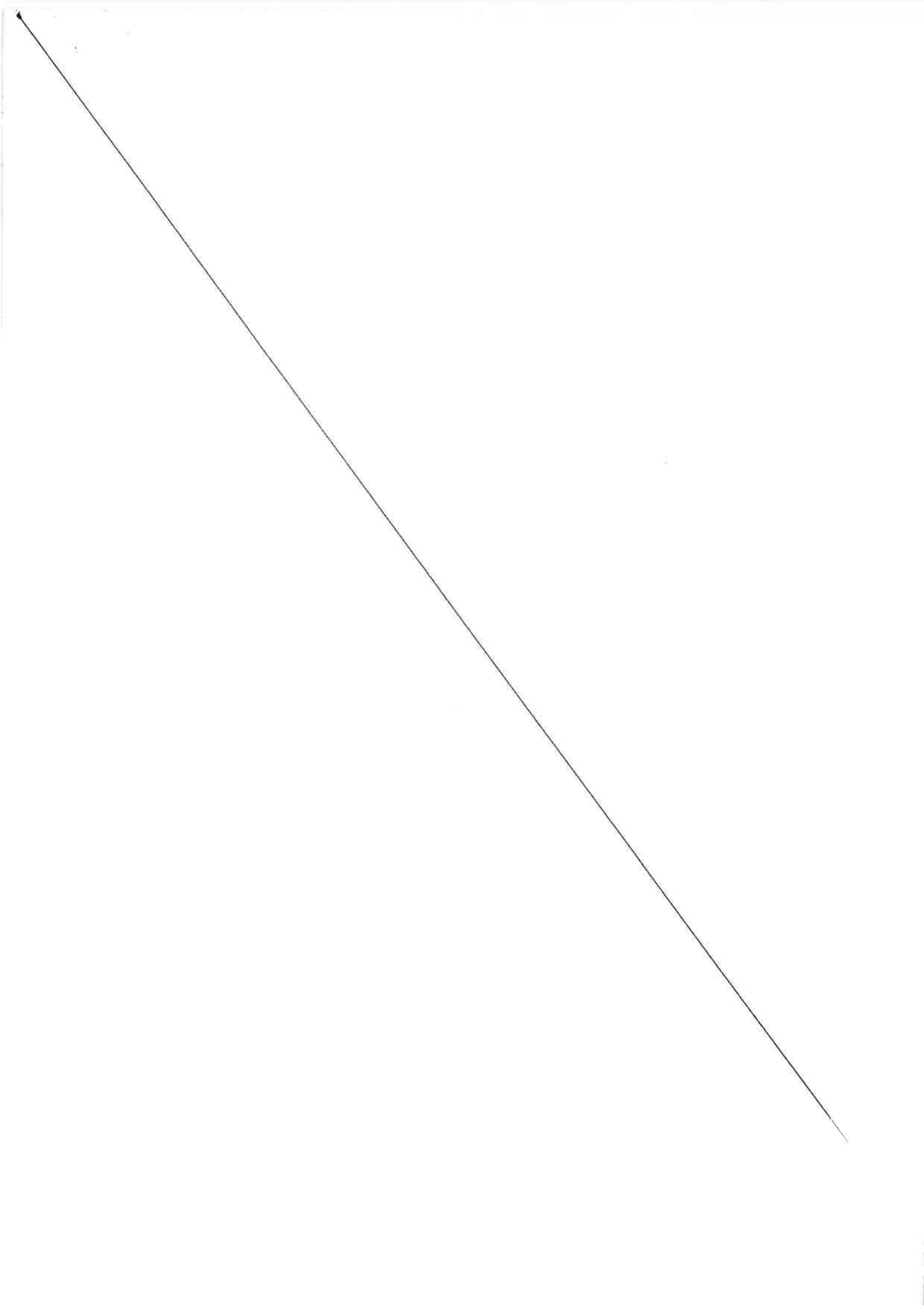


POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 2

Monsieur Gilles BALDACCHINO, Monsieur Amaury NAVARRANNE.



RAPPORT JUSTIFICATIF D'AVENANT A UN CONTRAT DE CONCESSION

Procédure n°...19CONC08.....
Objet : avenant N°1 au sous-traité pour cession des parts sociales avec changement contrôle.

1- DESCRIPTIF DU MARCHE

Procédure initiale	<input checked="" type="checkbox"/> DSP <input type="checkbox"/> Concession de service sans service public <input type="checkbox"/> Concession de travaux
Titulaire	SAS MALOUJEA BEACH
Date de notification	21/06/2019
Durée du contrat	6 périodes d'exploitation
Date de début du contrat	21/06/2019
Date de fin du contrat	15/11/2024
Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)	Montant du CA prévu au CEP = 1 324 706 € Redevance : 4000 € fixe (indexation ICC) + 2% du CA
Projet avenant n°...	1
Objet de l'avenant / modification du contrat	Cession des parts sociales avec changement contrôle
Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)	-
Observations	-

2- Fait(s) générateur(s)

Description de l'évènement :

Monsieur Di Nuzzo, actuel Président de la SAS Maloujeah Beach, a fait part au concessionnaire, la Métropole TPM, de sa décision de céder l'intégralité de ses parts sociales et de démissionner de son poste de Président. Cela implique un changement de contrôle et par conséquent un avenant en vertu de l'article 19.2 du sous-traité.

(Joindre tout document justificatif nécessaire)

3- Solutions envisagées

Description des modifications nécessaires (liste non exhaustive):

- Modification de la durée : ☐ Oui ☒ Non
- Modification du titulaire : ☐ Oui ☒ Non
- Incidence financière : ☐ Oui ☒ Non
- Nature des modifications : cession de parts sociales
- Article(s) du contrat impacté : article 1 du sous-traité d'exploitation

Intervention de la commission DSP :

Avenant supérieur à 5 % du montant total H.T de la concession : ☐ Oui ☒ Non

4- Cas de recours à un avenant

Les hypothèses dans lesquelles une modification des contrats en cours d'exécution peut être admise art L 3135-1 CCP

Cas de recours à une modification de contrat prévus par le Code de la Commande publique	<p><input checked="" type="checkbox"/> Article R3135-1 :</p> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme de clauses de réexamen ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables, ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.</p>
	<p><input type="checkbox"/> Article R3135-2-3 et 4 :</p> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 3135-3, des travaux ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le contrat de concession initial, à la condition qu'un changement de concessionnaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment aux exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants acquis dans le cadre de la concession initiale.</p> <p>Lorsque le contrat de concession est conclu par un pouvoir adjudicateur, le montant de la modification prévue à l'article R. 3135-2 ne peut être supérieur à 50 % du montant du contrat de concession initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées dans le respect des dispositions du présent article, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Ces modifications consécutives ne doivent pas avoir pour objet de contourner les obligations de publicité et de mise en concurrence.</p> <p>Pour le calcul du montant de la modification mentionnée à l'article R. 3135-2, le montant actualisé du contrat de concession initial est le montant de référence lorsque le contrat de concession comporte une clause d'indexation. Dans le cas contraire, le montant actualisé du contrat de concession initial est calculé en tenant compte de l'inflation moyenne.</p>
	<p><input type="checkbox"/> Article R3135-5 :</p> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'une autorité concédante diligente ne pouvait pas prévoir. Dans ce cas, les dispositions des articles R. 3135-3 et R. 3135-4 sont applicables.</p>
	<p><input type="checkbox"/> Article R3135-6 :</p> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession, dans l'un des cas suivants :</p> <p>1° En application d'une clause de réexamen ou d'une option définie à l'article R. 3135-1 ;</p> <p>2° Dans le cas d'une cession du contrat de concession, à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial. Le nouveau concessionnaire justifie des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles fixées initialement par l'autorité concédante. Cette cession ne peut être effectuée dans le but de soustraire le contrat de concession aux obligations de publicité et de mise en concurrence.</p>

	<p><input type="checkbox"/> Article R3135-7 :</p> <p>Le contrat de concession peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles. Pour l'application de l'article L. 3135-1, une modification est considérée comme substantielle, notamment, lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :</p> <p>1° Elle introduit des conditions qui, si elles avaient figuré dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;</p> <p>2° Elle modifie l'équilibre économique de la concession en faveur du concessionnaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le contrat de concession initial ;</p> <p>3° Elle étend considérablement le champ d'application du contrat de concession ;</p> <p>4° Elle a pour effet de remplacer le concessionnaire auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession par un nouveau concessionnaire, en dehors des hypothèses visées à l'article R. 3135-6.</p> <p><input type="checkbox"/> Article R3135-8 et 9 :</p> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil européen qui figure dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du contrat de concession initial, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions énoncées à l'article R. 3135-7 sont remplies. Les dispositions de l'article R. 3135-4 sont applicables au cas de modification prévu au présent article.</p> <p>Lorsque plusieurs modifications successives relevant de l'article R. 3135-8 sont effectuées, l'autorité concédante prend en compte leur montant cumulé.</p>
--	--

Justifications détaillées pour chaque cas de recours

(Joindre tout document nécessaire à la démonstration)

5- Impact financier : néant

- A) Analyse des documents financiers joints (CEP, GER...)
- B) Bilan
- C) Nouveau C.E.P
- D) Nouveau montant prévisionnel du contrat de concession :
- E) Pourcentage de variation par rapport au prix initial :

6- Mouvement financier

☒ NON

☐ OUI

Si oui :

	DE	VERS
Budget		
Opération budgétaire		
Chapitre		
Fonction		
Article		
Service gestionnaire		
Montant		

Fait à Toulon, le 13 février 2024

Chef de projet 	Le Directeur 	Le DGA/le DGST 
--	--	--

RESERVE AUX FINANCES

Date réception Finances	
Visa Service Préparation Budgétaire	Date : Signature :
Visa Service PPI	Date : Signature :

RESERVE A LA DCP

Date réception DCP		
Demande de précisions/de documents	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, lesquels ?	Date : Signature :
Avis de la DCP Valant accord pour l'élaboration de l'avenant et les virements de crédits le cas échéant	Date : Signature :
Commission	<input type="checkbox"/> CDSP <input type="checkbox"/> Sans Objet	
Passage en Conseil Métropolitain	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

AVENANT N°2

**AU CONTRAT DE CONCESSION N°19CONC08 - CONCESSION
SOUS FORME DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR
L'EXPLOITATION DE LA PLAGE NATURELLE DES SABLETTES /
MAR VIVO: LOT N°5**

ENTRE les soussignés :

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur **Jean-Pierre GIRAN** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Décision n° en date du....., et ci-après dénommée «le Concessionnaire»,

d'une part,

ET :

la société SAS MALOUJEA BEACH, dont le siège social est situé au 699 Avenue Charles de Gaulle, 83500 La Seyne-sur-Mer, représentée par agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **Le Titulaire**»,

d'autre part,

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « la Partie » ou « les Parties »,

PREAMBULE :

Par délibération N°19/05/176 du 23 mai 2019, le conseil Métropolitain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a autorisé la signature du contrat N° 19CONC08 – Concession sous forme de délégation de service public pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablettes / Mar Vivo : Lot n°5.

Par Délibération N°22/06/174 du 28 juin 2022, le conseil Métropolitain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a autorisé la signature de l'avenant n°1 à ce contrat, ayant pour objet de mettre en œuvre l'application de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, il est introduit un article relatif au respect des principes de laïcité et neutralité du service public dans chacun de ces contrats.

Par courriel du 13 janvier 2024, conformément à l'article 19.2 du sous-traité d'exploitation, M. Maximilien DI NUZZO, Président de la société SAS MALOUJEA BEACH à cette date, a informé la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'un projet d'évolution de la répartition des parts sociales de la société.

Ce projet prévoit :

- La cession sous les garanties ordinaires de fait et de droit, par la Société PMDN représentée par son Président Monsieur Maximilien DI NUZZO, à Monsieur Philippe LUCCI, deux cent cinquante actions de 1 euro de la société SAS MALOUJEA BEACH, soit l'intégralité des parts précédemment détenues par la Société PMDN.
- La démission de Monsieur Maximilien DI NUZZO de son mandat de Président de la société SAS MALOUJEA BEACH et la nomination de Monsieur Philippe LUCCI comme nouveau Président de la société SAS MALOUJEA BEACH.
- La démission de Monsieur Philippe LUCCI de son mandat de Directeur Général de la société SAS MALOUJEA BEACH, sans qu'il ne soit procédé à la nomination d'un remplaçant à cette fonction.

Après analyse des documents transmis par la société SAS MALOUJEA BEACH, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a donné agrément à cette dernière pour procéder aux modifications proposées par courrier en date du

ARTICLE 1 – Modification de la répartition des parts sociales de la société SAS MALOUJEA BEACH

La modification des parts sociales de la Société SAS MALOUJEA BEACH présentée en préambule est actée.

Par cette modification, la Société PMDN représentée par son Président Monsieur Maximilien DI NUZZO cède à Monsieur Philippe LUCCI, deux cent cinquante actions de 1 euro de la société SAS MALOUJEA BEACH, soit l'intégralité des parts précédemment détenues par la Société PMDN.

A l'issue de cette modification, Monsieur Philippe LUCCI détient cinq cent actions de 1 euro de la société SAS MALOUJEA BEACH sur les mille qui composent le capital social de cette société.

ARTICLE 2 – Modification de la Présidence de la société SAS MALOUJEA BEACH

Il est pris acte de la démission de Monsieur Maximilien DI NUZZO de son mandat de Président de la société SAS MALOUJEA BEACH et la nomination de Monsieur Philippe LUCCI comme nouveau Président de la société SAS MALOUJEA BEACH.

Il est également pris note de la démission de Monsieur Philippe LUCCI de son mandat de Directeur Général de la société SAS MALOUJEA BEACH, sans qu'il ne soit procédé à la nomination d'un remplaçant à cette fonction.

ARTICLE 3 – Modification de l'article 1 du sous-traité d'exploitation : Identité du concessionnaire et du sous-traitant

Monsieur Maximilien DI NUZZO ayant cédé ses parts au sein de la société SAS MALOUJEA BEACH et démissionné de son mandat de Président, les parties conviennent de modifier l'article 1 du sous-traité d'exploitation relatif à l'identité du concessionnaire et du sous-traitant comme suit :

Au lieu de :

« Préciser la personne physique responsable de l'exécution du sous-traité d'exploitation :

- Nom, Prénom(s) : DI NUZZO MAXIMILIEN
- Date et lieu de naissances : le 15/03/1967 à La Seyne-sur-Mer
- Domiciliation : 607 Chemin ROQUIER, 83500 La Seyne-sur-Mer

Lire :

« Préciser la personne physique responsable de l'exécution du sous-traité d'exploitation :

- Nom, Prénom(s) : Philippe LUCCI
- Date et lieu de naissances : le 16/11/1966 à Toulon
- Domiciliation : Avenue Noel VERLAQUE les Roses, 83500 La Seyne-sur-Mer

ARTICLE 4 – Incidence financière

Le présent avenant est sans incidence financière.

ARTICLE 5 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Organisatrice remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Organisatrice à le signer.

<p>A..... Le</p> <p>Pour la société SAS MALOUJEA BEACH</p> <p>Le Président, M.</p>	<p>Accord préalable au titre de la domanialité,</p> <p>A Toulon, Le</p> <p>Pour le Préfet Et par délégation</p>
<p>A Toulon, Le</p> <p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>	

CONVENTION DE CESSIION D' ACTIONS

LES SOUSSIGNÉS :

La société PMDN,
Société par actions simplifiée unipersonnelle
au capital de 1 000 euros,
ayant son siège social 607 Chemin Rouquier, 83500 LA SEYNE SUR MER,
Représentée par son Président Monsieur Maximilien DI NUZZO,

**ci-après dénommée "le cédant",
d'une part,**

et

Monsieur Philippe LUCCI,
né le 16 novembre 1966 à Toulon,
de nationalité française,
demeurant Avenue Noel Verlaque les Roses, 83500 La Seyne,
célibataire, déclarant ne pas être lié par un pacte civil de solidarité tel que prévu par les
articles 515-1 et suivants du Code civil,

**ci-après dénommé «le cessionnaire",
d'autre part,**

Ont préalablement à la cession d'actions de la société MALOUJEA BEACH, objet des
présentes, exposé ce qui suit :

Suivant acte sous signature privée en date du 05/06/2019 à La Seyne sur mer, il existe une
société par actions simplifiée dénommée MALOUJEA BEACH, au capital de 1 000 euros,
divisé en 1 000 actions de 1 euro chacune, dont le siège est fixé 699 Avenue Charles de
Gaulle, 83500 La Seyne sur mer et qui est immatriculée au Registre du commerce et des
sociétés sous le numéro 851 514 596 RCS Toulon.

La société MALOUJEA BEACH a pour objet principal Restauration traditionnelle et petite
restauration, snacking, vente à emporter, exploitation de plage, location de matelas et
parasols, vente de glace et boissons.

Le capital et les droits de vote de la Société sont répartis comme suit :

Monsieur Loris ALTAVILLA,
titulaire de 250 actions en pleine propriété
représentant 25 % du capital et des droits de vote de la Société

La Société JEANNE2012,
titulaire de 250 actions en pleine propriété
représentant 25 % du capital et des droits de vote de la Société

Monsieur Philippe LUCCI,
titulaire de 250 actions en pleine propriété
représentant 25 % du capital et des droits de vote de la Société

La Société PMDN,
titulaire de 250 actions en pleine propriété
représentant 25 % du capital et des droits de vote de la Société

La Société est actuellement représentée par Monsieur Maximilien DI NUZZO en qualité de Président et Monsieur Philippe LUCCI en qualité de Directeur Général.

Les comptes arrêtés du dernier exercice clôturé le 31/10/2022 et approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 28/02/2023 font ressortir :

- un chiffre d'affaires de 236 054 euros,
- un résultat d'exploitation de -51 893 euros,
- une perte de -52 153,13 euros,
- des capitaux propres d'un montant de -12 006,13 euros,
- un total de bilan d'un montant de 47 904 euros.

Le cédant possède 250 actions de 1 euro pour les avoir acquises, lors de l'apport de titres de Monsieur Maximilien DI NUZZO à sa Holding la Société PMDN en date du 23/05/2022.

Le Cédant a manifesté son souhait de se désengager, et le Cessionnaire a manifesté son désir d'entrer dans le capital de la société.

Les parties se sont donc rapprochées et le cessionnaire a accepté, après une période de négociation, conduite de bonne foi, de racheter les deux cent cinquante actions de la Société dont le cédant est propriétaire.

Les parties ont rédigé ensemble le présent acte pour formaliser les conditions et modalités de réalisation de cette cession.

Ceci exposé, ils ont convenu et arrêté ce qui suit :

CESSION D'ACTIONS

Par les présentes, la Société PMDN représentée par son Président Monsieur Maximilien DI NUZZO, cède sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur Philippe LUCCI qui accepte, deux cent cinquante actions de 1 euro de la société MALOUJEA BEACH.

Le cédant déclare qu'il est pleinement propriétaire des actions, objet de la convention, qu'il en a la libre disponibilité et que celles-ci ne sont grevées d'aucune sûreté ou d'aucune restriction quelconque à sa libre négociabilité et s'engage à faire en sorte que ces caractéristiques soient maintenues jusqu'à la date de cession.

Les parties fixent au 31/01/2024 la date du transfert de propriété des actions cédées à Monsieur Philippe LUCCI et s'engagent à notifier ladite date à la Société afin que celle-ci puisse procéder à cette date à l'inscription au compte du cessionnaire de l'action cédée.

Monsieur Philippe LUCCI sera propriétaire des actions cédées et en aura la jouissance à compter de ce jour.

Toutefois, le cessionnaire partagera prorata temporis avec le cédant les dividendes susceptibles d'être distribués au titre des résultats de l'exercice en cours.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de DEUX CENT CINQUANTE euros (250.00 euros), soit UN euro (1 euro) par action.

Lequel prix a été payé comptant ce jour, par chèque bancaire remis ce jour au cédant par le cessionnaire, ce que le cédant reconnaît et en consent bonne et valable quittance et décharge, sans réserve, autre que celle de l'encaissement du chèque.

DÉCLARATIONS DES PARTIES

Déclarations et garanties du cédant

Le cédant déclare et garantit :

- qu'il a la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'il ne fait l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur ;
- qu'il est seul et légalement propriétaire de tous les titres cédés, que lesdits titres cédés sont libres de toutes sûretés et droits des tiers, qu'ils ont été valablement émis et sont entièrement libérés ;
- qu'il a la qualité de résident au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger ;
- que la signature du présent acte et son exécution ne constituent pas une violation d'une quelconque obligation contractuelle le concernant, d'une décision de justice ou d'un tribunal arbitral ou d'une décision d'une autorité ou personne publique ;
- que le transfert, objet des présentes, ne peut faire l'objet d'une quelconque contestation d'un quelconque tiers, sur quelque fondement que ce soit.

Déclarations et garanties du cessionnaire

Le cessionnaire déclare et garantit :

- qu'il a la pleine capacité juridique pour réaliser cette acquisition et en payer le prix ;
- qu'il a la qualité de résident au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger ;

- qu'il ne fait l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

REMISE DE PIÈCES

Le cédant a remis au cessionnaire, qui le reconnaît, un ordre de mouvement concernant les actions cédées, signé par lui et précisant la date du transfert de propriété choisie par les parties.

Le cédant s'engage à faire effectuer immédiatement la transcription de la cession dans les livres et registres de la Société.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le CEDANT déclare que la société MALOUJEA BEACH est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les actions cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société.

Ils précisent que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code général des impôts.

Il sera perçu un droit d'enregistrement de 0.1% sur le prix exprimé et le capital des charges qui peuvent ajouter au prix ou sur une estimation des parties si la valeur réelle est supérieure au prix augmenté des charges, conformément aux dispositions de l'article 726 du Code Général des Impôts.

En conséquence, la valeur après application de l'abattement servant à la liquidation des droits d'enregistrement est la suivante :

250 euros X 0.1% = 0.25 euros

Soit un droit d'enregistrement fixe de 25 euros.

FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

AFFIRMATION DE SINCÉRITÉ

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu. Elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

FRAIS ET DROITS

La présente cession d'actions est soumise au droit d'enregistrement prévu par l'article 726 du Code général des impôts et à la charge du cessionnaire.

Le cédant supportera les impôts dont il peut être personnellement redevable au titre de la présente cession et reconnaît avoir été informé des dispositions légales relatives à la taxation des plus-values, notamment celles résultant des articles 150-O A et suivants du Code général des impôts.

Les frais se rapportant à la modification des statuts en conséquence du transfert des actions seront à la charge de la Société.

ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur siège social ou domicile respectif indiqué en tête des présentes.

DROIT APPLICABLE - LITIGES

La présente convention est régie et sera interprétée conformément au droit français.

Tout litige relatif à son interprétation, son exécution ou sa rupture fera préalablement l'objet d'une tentative de résolution à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, les différends seront soumis à la compétence exclusive du Tribunal de commerce de Toulon.

DÉCHARGE

Les parties reconnaissent et déclarent :

- avoir arrêté et convenu exclusivement entre elles le prix, ainsi que les charges et conditions de la présente cession ;
- donner décharge pure et simple entière et définitive au rédacteur de l'acte, reconnaissant que l'acte a été établi et dressé sur leurs déclarations, sans que ce dernier soit intervenu, entre elles ni dans la négociation, ni dans la détermination des conditions du présent acte.

Fait à
Le
En 5 originaux

Pour La Société PMDN
Représentée par son Président
M. Maximilien DI NUZZO (1)

M.Philippe LUCCI (2)

(1) Le cédant fera précéder sa signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé. Bon pour la cession de (nombre en lettres) actions. Bon pour quittance".

(2) Le cessionnaire fera précéder sa signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé. Bon pour acceptation de la cession".

MALOUJEA BEACH
Société par actions simplifiée
au capital de 1 000 euros
Siège social : 699 Avenue Charles de Gaulle,
83500 La Seyne sur mer
851 514 596 RCS Toulon

DECISION UNANIME DES ASSOCIES
A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
DU 31 JANVIER 2024

L'an 2024,
Le 31 janvier
A9h00

Les associés de la société MALOUJEA BEACH se sont réunis spontanément en Assemblée Générale Ordinaire, au siège social, conformément aux dispositions prévues à l'article 23 des statuts.

Sont présents :

Monsieur Loris ALTAVILLA, titulaire de 250 actions en pleine propriété,

La Société JEANNE2012, représentée aux présentes par son Président M. christophe PEURIERE, titulaire de 250 actions en pleine propriété,

Monsieur Philippe LUCCI, titulaire de 250 actions en pleine propriété,

La Société PMDN, représentée aux présentes par son Président M. Maximilien DI NUZZO, titulaire de 250 actions en pleine propriété,

Total des actions des associés présents : 1 000 actions sur les 1 000 actions composant le capital social.

L'Assemblée est présidée par M. Maximilien DI NUZZO, en sa qualité de Président de la Société.

Le Président de l'Assemblée constate que l'Assemblée Générale est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Nomination d'un nouveau Président en remplacement du Président démissionnaire,
- Démission du Directeur Général sans procéder à son remplacement,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Puis le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, prend acte de la démission de M. Maximilien DI NUZZO de son mandat de Président à compter de ce jour, intervenant à la suite de la cession de la totalité de ses titres détenus dans la Société, et ce d'un commun accord entre associés par dérogation à la procédure prévue à l'article 17 des statuts, relative aux modalités de démission du Président, et décide de nommer en qualité de nouveau Président, pour la durée restant à courir jusqu'à l'expiration de la Société :

Monsieur Philippe LUCCI,
né le 16 novembre 1966 à Toulon,
de nationalité française,
demeurant Avenue Noel Verlaque les Roses, 83500 La Seyne,

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

DEUXIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, prend acte de la démission de Monsieur Philippe LUCCI de son mandat de Directeur Général à compter de ce jour, et ce d'un commun accord entre associés par dérogation à la procédure prévue à l'article 18 des statuts, relative aux modalités de démission du Directeur Général, et décide de ne pas procéder à son remplacement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

TROISIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président
M. Maximilien DI NUZZO

M. Loris ALTAVILLA

M. Philippe LUCCI
« lu et approuvé,
Bon pour acceptation des fonctions
De Président »

La Société JEANNE2012
Représentée par son Président
M. Christophe PEURIERE

La Société PMDN
Représentée par son Président
M. Maximilien DI NUZZO

